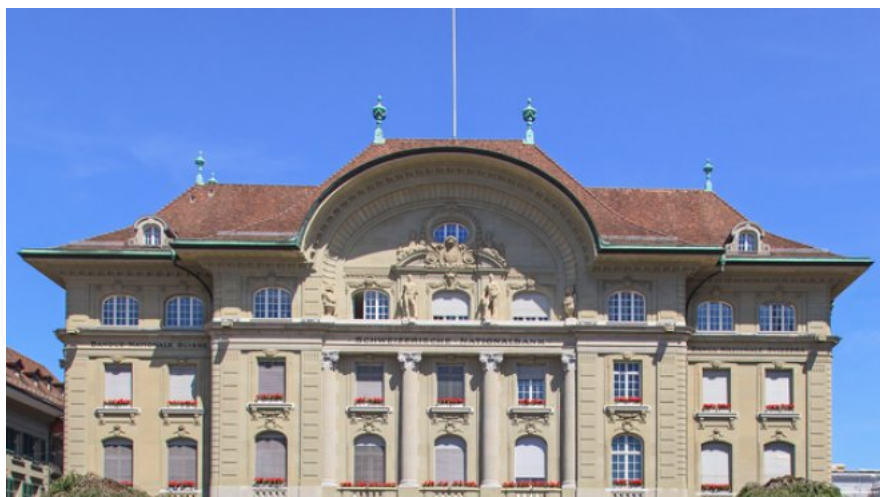




L'expérimentation dangereuse de l'initiative «Monnaie pleine» a été évitée

Le peuple et les cantons ont refusé nettement de soumettre le système monétaire suisse à une expérimentation risquée. economiesuisse s'est engagée résolument contre l'initiative «Monnaie pleine» – la faïtière de l'économie se réjouit d'autant plus du résultat clair de la votation, qui peut aussi être interprété comme une preuve de confiance dans la politique monétaire indépendante de la Banque nationale suisse. economiesuisse est déçue de l'acceptation de la loi sur les jeux d'argent – il importe d'éviter une généralisation des blocages de réseaux.

L'initiative «Monnaie pleine» avait pour objectif de bouleverser le système monétaire suisse. Une nette majorité des électeurs n'en a pas voulu. La Suisse renonce donc à se lancer dans une expérimentation sans précédent aux risques incalculables. Aux yeux d'economiesuisse, c'est un double vote de confiance. D'un côté, les citoyens ont pris acte du fait que la réglementation des marchés financiers a été renforcée ces dernières années et que la situation s'est stabilisée. D'un autre côté, ils reconnaissent la qualité du travail effectué par la Banque nationale suisse, qui assure la stabilité des prix de manière fiable et indépendante.

«Nous possédons un système monétaire qui fonctionne et un accès fiable au crédit pour les entreprises. Il n'y a tout simplement pas de raison de mettre cela en jeu», a constaté Heinz Karrer, président d'economiesuisse.

L'utilisation de blocage de réseaux ne doit pas faire école

En acceptant la nouvelle loi sur les jeux d'argent (LJAr), la Suisse introduit pour la première fois des blocages de réseaux sur internet. economiesuisse observe cette évolution avec beaucoup de scepticisme: en admettant le blocage des jeux de hasard en ligne, on peut vite aboutir à une censure dans d'autres domaines – dans le commerce en ligne, mais aussi pour les services transfrontières proposés sur internet par exemple. Il est important que les milieux politiques n'acceptent pas des demandes dans ce sens. Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse, a réaffirmé la position des milieux économiques: «Les blocages d'accès constituent un outil de cloisonnement et sont des plus dangereux pour une économie ouverte et moderne comme celle de la Suisse.»